

Brèves économiques d'Afrique australe

Faits saillants – Semaine du 8 au 15 décembre 2017

- Afrique du Sud : Réduction du déficit du compte courant à 2,3% du PIB au troisième trimestre
- Mozambique : Conclusion de la mission du FMI au Mozambique menée dans le cadre des consultations article IV
- Mozambique : Validation du budget de l'Etat pour 2018
- Zimbabwe : Présentation du budget 2018 et difficultés à endiguer l'inflation

Région

Evolution nominale des taux de change contre l'USD :

	Taux de change Pour 1 USD le 15 décembre	Evolution des taux de change contre l'USD (%)			
		Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	13,3 ZAR	+2,6	+8,1	+5,0	+3,0
Angola	165,9 AOA	+0,0	-0,0	-0,0	-0,0
Botswana	10,3 BWP	+0,6	+3,2	+5,0	+4,1
Mozambique	59,7 MZN	+0,6	+2,1	+23,8	+20,2
Zambie	9,9 ZMW	+4,1	+0,2	+0,1	+0,3

(+) : appréciation

Source : Banques centrales nationales

Afrique du Sud

Réduction du déficit du compte courant à 2,3% du PIB au troisième trimestre (Banque Centrale)

Le déficit du compte courant s'est légèrement réduit à 2,3% du PIB au troisième trimestre au lieu de 2,4% au deuxième trimestre, au lieu de 2,4% au deuxième trimestre. L'excédent commercial a augmenté pour le quatrième trimestre consécutif, passant de 64,4 Mds ZAR à 71 Mds ZAR, mais a été partiellement compensé par un accroissement du déficit des services et des revenus. L'excédent du compte financier s'est élargi de 0,3% à 1,5%, stimulé principalement par des flux nets entrants d'investissements de portefeuille plus élevées. Le déficit du compte courant devrait rester proche de 2% du PIB avant d'augmenter marginalement au cours de l'année 2018, avec la reprise de la demande intérieure. Les exportations devraient également continuer à bénéficier de d'une demande mondiale plus élevée. Néanmoins, ces chiffres confirment que la reprise économique reste faible. La trajectoire future des taux d'intérêt reste obscure, étant donné les nombreuses incertitudes politiques auxquelles l'économie est confrontée.

Augmentation de la production manufacturière en octobre (Autorités)

La production manufacturière a augmenté de +2,2 % en g.a en octobre après une baisse en septembre à -1,7 %. En moyenne sur les 10 premiers mois de l'année, elle s'inscrit en recul de -0,9 % contre +0,7 % en moyenne l'an passé. En rythme mensuel, la production manufacturière a augmenté de +0,7 % en octobre après -0,8 % en septembre. Dans les prochains mois, le secteur bénéficierait d'un effet de base favorable et les entreprises orientées vers l'exportation profiteraient d'une augmentation de la croissance au niveau mondial (de 3,2 % l'an passé à 3,7 % cette année et 3,9 % en 2018 selon le FMI) et de la remontée des prix des matières premières. Cependant, les entreprises tournées vers le marché intérieur risquent de subir les conséquences du manque de confiance des agents économiques et de conditions d'emprunt toujours difficiles.

Augmentation des ventes de détail de +3,2 % en g.a en octobre (Autorités)

En octobre, les ventes de détail ont augmenté de +3,2 % en g.a (après une hausse de +5,7 % en septembre, alors le plus élevé depuis mai 2013). Ce ralentissement de l'augmentation est dû principalement à la contraction des ventes de la grande distribution (general dealers), et des matériaux de bricolage (hardware, paint and glass). En moyenne, sur les 10 premiers mois de l'année, les ventes ont progressé de + 2 %, soit un rythme supérieur à celui de 2016 (+1,7 %). En revanche, en rythme mensuel corrigé des variations saisonnières, les ventes de détail ont reculé de -0,1 % en octobre après avoir reculé de -0,4 % en septembre. D'ici la fin de l'année, si la consommation des ménages devrait bénéficier

de l'amélioration du revenu disponible (grâce au reflux de l'inflation), elle va néanmoins pâtir du manque de confiance des acteurs économiques (marché du travail dégradé, incertitude politique) et de la prudence des institutions financières s'agissant des conditions de prêt.

Baisse de l'inflation à +4,6 % en g.a en novembre (Autorités)

En novembre, le taux d'inflation s'est élevé à +4,6 % en g.a., portant la hausse moyenne des prix à +5,3 % sur les 10 premiers mois de l'année (+6,4 % en 2016). Pour le 8ème mois consécutif, l'inflation se situe en-deçà de la limite haute de la cible visée par la Banque centrale (3-6 %) après avoir été en dehors pendant 7 mois de suite. En rythme mensuel, les prix ont crû de +0,1 % en novembre après +0,3 % en octobre. Selon le FMI, l'inflation devrait atteindre +5,4 % en moyenne cette année

Mozambique

Conclusion de la mission du FMI au Mozambique menée dans le cadre des consultations article IV (FMI)

Dans un communiqué de presse daté du 13 décembre, le FMI a livré des conclusions préliminaires de sa mission au Mozambique. Sur le plan monétaire, la politique de taux élevés menée depuis 2016 a permis une spectaculaire baisse de l'inflation à 7% en g.a en novembre 2017 (contre 27% fin 2016). Le taux de change est stable depuis plus de 6 mois et les réserves de change de la banque centrale se sont nettement appréciées. Toutefois, l'activité économique reste atone et les prévisions de croissance ont été ramenées à 3% pour 2017, après 3,8% en 2016. Sur le plan fiscal, le Fonds se félicite des efforts de consolidation déjà engagés (élimination des subventions aux carburants et la farine de blé) mais constate que le déficit budgétaire reste trop élevé, aux alentours de 8% du PIB en 2017. Les importantes dépenses de personnels et la hausse du service de la dette restent les principales sources de dépenses alors que les recettes fiscales sont en déclin progressif. Le Fonds note par ailleurs que la mauvaise santé des entreprises publiques représente un risque fiscal important et encourage leur restructuration urgente. Pour restaurer un équilibre budgétaire, le Fonds recommande davantage de mesures d'austérité, telles que l'élimination des exemptions fiscales et un meilleur contrôle des dépenses courantes, notamment de la masse salariale. Il encourage par ailleurs un ajustement des taux d'intérêts pour tenir compte de la chute de l'inflation. Enfin, le Fonds recommande au Gouvernement une meilleure allocation de ses dépenses d'investissement et souligne l'importance d'avancer sur le dossier de la restructuration de la dette commerciale. L'amélioration de l'environnement des affaires doit également faire l'objet d'une attention particulière. Concernant, le secteur bancaire et financier, le Fonds se félicite des mesures prises par la Banque centrale en faveur d'une meilleure supervision et d'un renforcement de la stabilité financière.

Validation du budget de l'Etat pour 2018 (Autorités)

Le budget 2018 table sur des dépenses de 302,9 Mds MZN (4,99 Mds USD) l'année prochaine et sur des recettes de 222,9 Mds MZN (3,68 Mds USD), soit un déficit de 80 Mds MZN équivalent à 8,1% du PIB (amortissements inclus). Le déficit sera couvert par emprunts externes et internes. Pour la 3e année consécutive, l'aide budgétaire générale est suspendue, les bailleurs ayant indiqués au Gouvernement qu'ils ne pouvaient pas reprendre ces versements tant qu'un programme du FMI ne sera pas en place. Les secteurs économiques et sociaux absorbent 63,4% du Budget. Les principales dépenses vont à l'éducation (22,6%) les infrastructures (17,5%) ; la santé (11,5%) ; l'agriculture et le développement rural (5,7%). La perspective de croissance est fixée à 5,3%, tirée essentiellement par les industries extractives (13,8%), le commerce (7,2%) l'électricité et gaz (7,2%) et les transports (6,1%).

Zimbabwe

Présentation du budget 2018 et difficultés à endiguer l'inflation (Autorités)

Le ministre des Finances Patrick Chinamasa, a présenté le budget national pour 2018. Misant sur une croissance économique de 4,5% et sur 4,3Mds USD de revenus fiscaux, il fixe le budget à 5,1Mds USD et le déficit à 673M USD, soit moins de 4% du PIB. Plusieurs mesures sont prévues pour réduire le poids des salaires de la fonction publique à 70% du budget, contre près de 90% actuellement, et l'accent est mis sur l'amélioration du climat des affaires pour encourager le retour des investissements. Chinamasa a confirmé que l'*Indigenisation and Economic Empowerment Act* serait amendé. A compter d'avril 2018, les seuls secteurs concernés par la règle (51% Zimbabweens / 49% étrangers) seront les diamants et le platine. Les autres secteurs de l'économie seront entièrement ouverts aux investisseurs étrangers. Le « secteur réservé » n'est cependant ouvert aux non-Zimbabweens que sur dérogation du gouvernement. A l'initiative du Président, le gouvernement s'engage par ailleurs à verser des compensations pour les terres saisies dans

le cadre des BIPPA et de la land reform. En outre, alors que le budget national 2018 prévoit une inflation autour de 3%, le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Développement des entreprises, Mike Bimha, se désole de la hausse des prix persistante depuis fin septembre en dépit des tentatives d'endiguer la situation. Le deputy director de la *Reserve Bank of Zimbabwe* constate quant à lui une baisse des taux de changes pratiqués sur le marché noir, qu'il interprète comme une marque de confiance dans la nouvelle direction politique.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique pour l'Afrique Australe.

Clause de non-responsabilité

Le Service Economique Régional de Pretoria s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.



Auteur : Service Economique Régional de Pretoria

Adresse : Ambassade de France en Afrique du Sud

Rédigées par : Hugo FRASCHINI

Revues par : Pascal CARRERE